République Française — Département de la Dordogne

Circonscription de BERGERAC

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 18 Novembre 1962

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime gaulliste.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU GAULLISME

— réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés ;
— dépréciation des Allocations Familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie ;
— les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition ;
— les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles ;
— aucune garantie n'existe pour l'avenir de la jeunesse.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse. C'est cette politique que M. Morand-Monteil est chargé de défendre.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ.

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?
— ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;
— des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;
— les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNÉS RÉSOLUMENT VERS L'AVENIR.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

Dans le domaine politique :

— l'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

Dans le domaine économique et social :

— nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises;
— augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;
— construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables ;
— aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole ;
— réforme démocratique de l'enseignement.

En politique extérieure :

— politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ;
— opposition aux entreprises du militarisme allemand ;
— Dans le cadre du règlement pacifique du problème allemand, peut se réaliser la réconciliation du peuple Français, et du peuple Allemand en vue de la Paix entre les Peuples.
— coopération économique et culturelle avec tous les pays.

T.S V.P.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime du pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

DANS NOTRE RÉGION :

En Dordogne, et notamment dans la circonscription de Bergerac, la politique du pouvoir personnel, pouvoir au service du grand capital, s'est montrée particulièrement néfaste.

Le pouvoir d'achat des ouvriers, un des plus bas de France, s'est encore dégradé du fait de la hausse du coût de la vie, de l'augmentation accélérée des loyers, des atteintes portées à la Sécurité Sociale.

Les paysans ont durement ressenti la suppression de l'indexation des prix agricoles, la diminution de la ristourne pour l'achat du matériel agricole. La loi d'orientation agricole aggravée par le texte complémentaire qui a pour objectif avoué d'éliminer rapidement un très grand nombre de petits exploitants, aurait, si elle était maintenue, les effets les plus funestes dans notre circonscription.

Les commerçants et les artisans, frappés de hausses massives d'impôts, subissent les conséquences de la détérioration du pouvoir d'achat des masses laborieuses, voient leur nombre diminuer régulièrement.

Les intérêts des anciens combattants ont été gravement lésés.

Ils ont ressenti comme une insulte la suppression de la retraite du combattant intervenue à un moment où le député sortant était U.N.R. et soutenait les initiatives du pouvoir.

Toutes les catégories sociales sont menacées par la politique gaulliste qui vise à une concentration accélérée des entreprises industrielles, commerciales et agricoles au profit des gros capitalistes et des gros hobereaux.

Pour mener à bien cette entreprise, qui rencontre une opposition grandissante dans le pays, de Gaulle a organisé son referendum-plébiscite en vue de renforcer encore davantage le caractère personnel et réactionnaire de son pouvoir.

Mais les résultats du referendum expriment un échec sérieux du pouvoir personnel. En Dordogne, le « oui » a perdu 61.150 voix, alors que le « non » a gagné 38.607 voix.

De Gaulle n'a obtenu la confiance que de 38,22 % des électeurs inscrits.

Dans notre circonscription, le « non » l'emporte dans 79 communes et de Gaulle n'obtient pas la majorité des inscrits.

L'avènement d'une véritable démocratie permettrait d'importantes réalisations indispensables

Notamment : la défense de nos cultures spécialisées ; le maintien et l'extension de l'activité des établissements industriels de notre région, notamment de la P.N.B. ; une réelle implantation d'industries nouvelles ; la construction, pour l'amélioration des transports routiers et du tourisme, d'un second pont sur la Dordogne ; l'adduction d'eau, et la force motrice partout, en donnant la priorité aux cantons les plus défavorisés en ce domaine.

Et une foule d'autres réalisations qui ne verront le jour que par un changement de politique dans notre pays.

Il est admis (même par le pouvoir) que la principale force d'opposition au césarisme et à la politique des monopoles capitalistes et des gros agrariens, est et demeure le Parti Communiste Français, puisque les « non » sont les plus nombreux là où son autorité et son prestige sont les plus grands.

Les résultats du referendum ont également montré qu'un véritable changement de politique ne saurait être obtenu par une alliance sans principe des partis se réclamant de la démocratie avec les réactionnaires fieffés.

C'est avec les communistes, qui représentent — les faits le prouvent assez, — la force indispensable à une union réelle des démocrates, que l'on peut aller de l'avant vers la démocratie que veut le peuple.

Ce n'est pas avec M. SICARD, député sortant, élu sous l'étiquette U.N.R., qui partage la responsabilité de l'instauration du pouvoir personnel, qui a contresigné l'amendement dit « Salan », que triomphera cette démocratie.

M. MORAND-MONTEIL est candidat U.N.R. C'est dire qu'il se présente comme un soutien inconditionnel du pouvoir gaulliste, qu'il approuve donc tous les actes passés de ce pouvoir et qu'il approuvera tous les actes à venir, ce qui le met d'ores et déjà hors d'état de tenir les promesses électorales qu'il pourra faire.

M. VENTENAT a accueilli avec enthousiasme l'avènement de de Gaulle. Il est soutenu par M. G. BONNET et représente la réaction classique.

M. PIMONT est candidat du parti socialiste S.F.I.O. Il faut malheureusement constater que ce n'est pas la politique d'union sans exclusive entre les démocrates et les républicains que préconise son parti, préoccupé ici et là de nouer des alliances contre nature.

Le pouvoir vient de subir un échec sérieux. Les républicains, toutes les femmes et tous les hommes préoccupés du progrès social et aspirant à la paix, peuvent parachever leur succès s'ils envoient au Parlement ceux qui, à aucun titre, ne portent la responsabilité de l'instauration du régime actuel, qui n'ont cessé de le combattre sans esprit de compromis, qui ne transigent pas avec les principes et l'honneur.

Le dévouement des communistes à la cause du peuple, leur probité et leur compétence, leur fermeté et leur constance les désignent à la confiance des électrices et des électeurs.

Votez, faites voter pour les communistes, qui veulent assurer la défaite des candidats de l'U.N.R. et de la réaction et qui agissent inlassablement pour l'unité des forces ouvrières, paysannes et démocratiques, condition indispensable à l'avènement d'une république authentique.

Léon LICHTENBERG
Candidat

ÉMILIEN AUBLANC
Remplaçant éventuel

COOP. D'IMP. BERGERAC